

**BUREAU METROPOLITAIN DU
LUNDI 2 JUIN 2025**

NOMBRE D'ELUS METROPOLITAINS EN EXERCICE : 15		
QUORUM : 8		
PRESENTS	REPRESENTES	ABSENTS
13	0	2
OBJET DE LA DECISION		
N° 25/293		
ACQUISITION DE PARCELLES SUR LA COMMUNE DE SIX- FOURS-LES-PLAGES RUE CROS DE BOYER CADASTRÉES SECTION CA N°0412 ET CA N°0413		

Le Bureau Métropolitain de la Métropole TOULON PROVENCE MEDITERRANEE régulièrement convoqué, a été assemblé sous la présidence de Monsieur Jean-Pierre GIRAN.

PRESENTS :

M. Thierry ALBERTINI, Mme Hélène ARNAUD-BILL, M. Robert BENEVENTI, M. Robert CAVANNA, M. Jean-Pierre GIRAN, M. Arnaud LATIL, Mme Geneviève LEVY, M. Cheikh MANSOUR, Mme Josée MASSI, M. Ange MUSSO, M. Francis ROUX, M. Hervé STASSINOS, M. Gilles VINCENT.

ABSENTS :

M. Jean-Louis MASSON, M. Jean-Sébastien VIALATTE.

DÉCISION MÉTROPOLITAINE

N° 25/293

BUREAU DU 2 JUIN 2025

**O B J E T : ACQUISITION DE PARCELLES SUR LA COMMUNE DE
SIX-FOURS-LES-PLAGES RUE CROS DE BOYER
CADASTRÉES SECTION CA N°0412 ET CA N°0413**

LE BUREAU MÉTROPOLITAIN,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales,

VU le décret n°2017-1758 en date du 26 décembre 2017 portant création de la
Métropole Toulon Provence Méditerranée,

VU la délibération n°23/05/078 du 4 mai 2023 portant délégations au Président et au
Bureau,

VU le Plan Local d'Urbanisme (PLU) de la commune de Six-Fours-les-Plages (83140),

VU le courrier de mise en demeure d'acquiescer de Madame Sylvie BOURRELY (nue-propriétaire) et de Madame Assunta BOURRELY (usufruitière) réceptionné le 7 août 2024,

VU l'emplacement réservé n°15, inscrit au PLU de la ville de Six-Fours-les-Plages destiné à la création d'une voie de 8 mètres et 6 mètres de l'avenue du Cros de Boyer à la D63,

VU le courrier de proposition en date du 28 août 2024 de la Métropole Toulon Provence Méditerranée,

VU l'avis du Pôle d'Evaluation Domaniale n°2024-83129-65629 en date du 10 octobre 2024,

VU le plan de division foncière établi par le cabinet ARRAGON en date du 10 décembre 2024,

VU la proposition de la Métropole Toulon Provence Méditerranée en date du 17 janvier 2025,

VU l'accord de Madame Sylvie BOURRELY (nue-propriétaire) et de Madame Assunta BOURRELY (usufruitière), en date du 22 janvier 2025,

VU le Document Modificatif du Parcellaire Cadastral établi par le cabinet ARRAGON en date du 3 mars 2025,

CONSIDERANT que la Métropole exerce de plein droit, conformément à l'article L.5217-2 du Code Général des Collectivités Territoriales, la compétence en matière de création, d'aménagement et d'entretien de la voirie,

CONSIDERANT que l'emplacement réservé n°15, inscrit au PLU de la Ville de Six-Fours-les-Plages grève la parcelle cadastrée section CA n°287, appartenant à Madame Sylvie BOURRELY (nue-propriétaire) et de Madame Assunta BOURRELY (usufruitière), prévoyant la création d'une voie de 8 mètres et 6 mètres de l'avenue du Cros de Boyer à la D63,

CONSIDERANT que le Pôle d'Évaluation Domaniale a estimé le bien à seize mille quatre-vingt-onze euros (16 091 €) soit 169 € le m²,

CONSIDERANT que la Métropole Toulon Provence Méditerranée a également été mise en demeure d'acquiescer, dans le cadre de l'Emplacement Réservé n°15, une partie de la parcelle cadastrée section CA n°286, parcelle qui jouxte la parcelle cadastrée section CA n°287,

CONSIDERANT que le commissaire du gouvernement avait estimé à 416 € le m² pour le bien situé dans la même zone urbanistique,

CONSIDERANT que les échanges entre Mesdames Sylvie et Assunta BOURRELY et la Métropole Toulon Provence Méditerranée ont permis d'aboutir à un accord amiable,

CONSIDERANT que par courrier en date du 17 janvier 2025 la Métropole Toulon Provence Méditerranée a proposé à Mesdames Sylvie et Assunta BOURRELY d'acquérir les deux parties de terrain issues de la parcelle cadastrée section CA n°287, nouvellement cadastrées CA n°412 et CA n°413 conformément au Document Modificatif du Parcellaire Cadastral au prix de QUARANTE MILLE CENT CINQUANTE-HUIT EUROS (40 158 €) et de prendre en charge l'édification de la clôture SUD de la propriété,

CONSIDERANT que par courrier en date du 22 janvier 2025, Madame Sylvie BOURRELY (nue-propriétaire) et de Madame Assunta BOURRELY (usufruitière) ont accepté la proposition,

Et après en avoir délibéré,

D E C I D E

ARTICLE 1

D'ADOPTER l'exposé qui précède.

ARTICLE 2

D'ACQUÉRIR auprès de Mesdames Sylvie et Assunta BOURRELY les parcelles sur la commune de Six-Fours-les-Plages (83140), sises rue Cros de Boyer cadastrées section CA n°412 d'une superficie de 76 m² et CA n°413 d'une superficie de 21 m² soit une superficie totale de 97 m², moyennant le prix de QUARANTE MILLE CENT CINQUANTE-HUIT EUROS (40 158 €) et de prendre en charge l'édification de la clôture SUD de la propriété.

ARTICLE 3

DE DESIGNER Maître Vancia RELAVE, Notaire Associé, au BEAUSSET (83330), en vue de la rédaction de l'ensemble des documents et actes nécessaires à la réalisation de cette acquisition.

ARTICLE 4

D'AUTORISER Monsieur Jean-Pierre GIRAN, Président de la Métropole Toulon Provence Méditerranée, à signer l'acte notarié d'acquisition à intervenir ainsi que tous les documents annexes nécessaires, aux conditions ordinaires et de droit en pareille matière, et notamment celles figurant dans le projet d'acte en annexe, et à payer le prix de la vente ainsi que tous les frais résultants de l'établissement de cet acte.

ARTICLE 5

DE DIRE que tous les frais seront supportés sur le Budget Principal 2025 opération n°10996 TPM-RESERVE POUR MISE EN DEMEURE ACQUISITION ER, chapitre 21, fonction 844, article 2111 terrains nus.

Ainsi fait et délibéré les jours, ou mois et ans que dessus.
Pour extrait certifié conforme au registre.

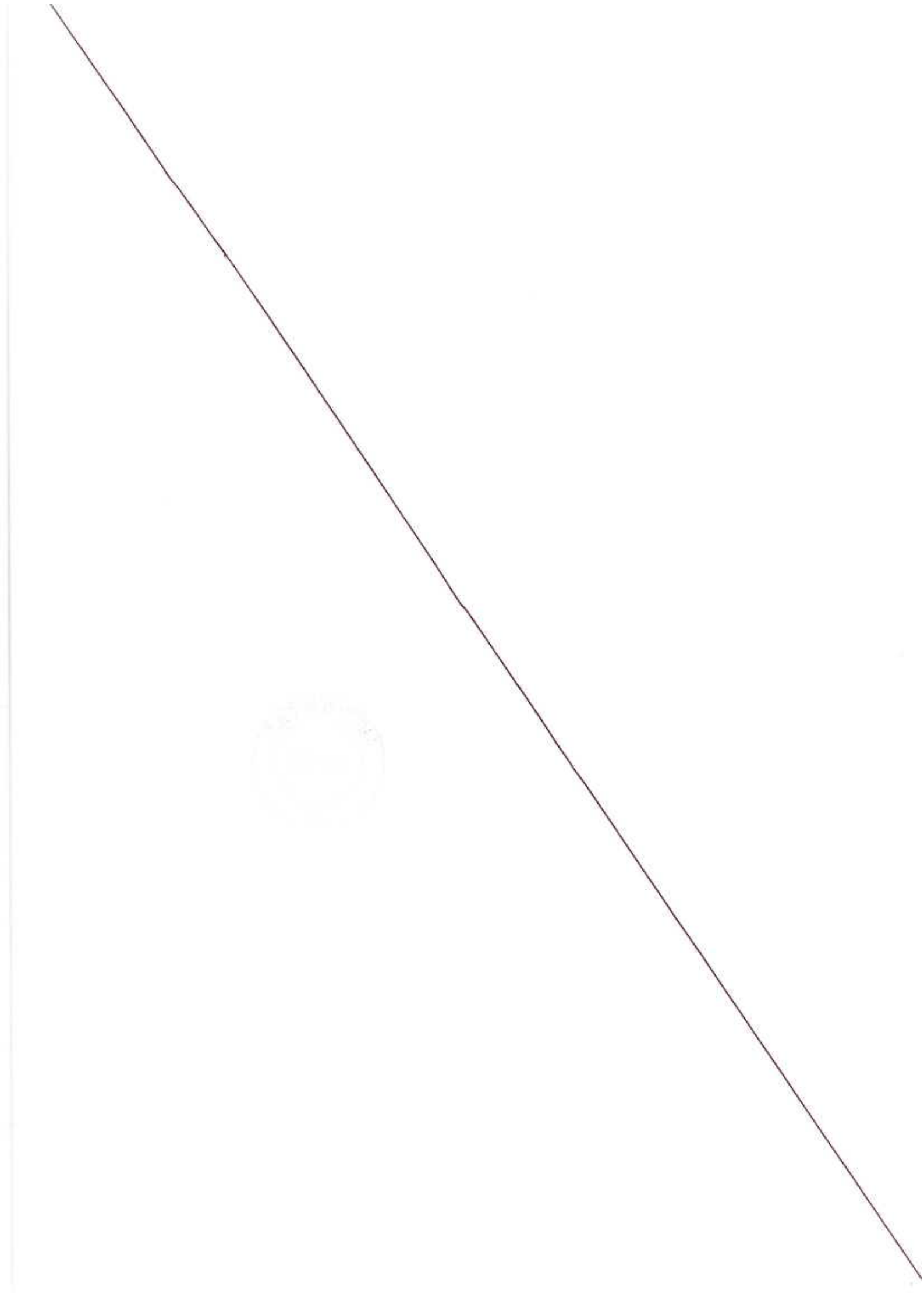
Fait à Toulon, le 2 juin 2025

Jean-Pierre GIRAN

Président de la Métropole
Toulon Provence Méditerranée

POUR 13
CONTRE 0
ABSTENTION 0





Mme BOURRELY Assunta (usufruitière)

262 rue Carredon

83140 Six-Fours les plages

Y. LIEUTAUD -
Direction Urbanisme
Foucié
S. Foucié
mise en demeure d'habiter
VILLE DE SIX-FOURS LES PLAGES à TPM /
Service courriers
Arrivée le: 07 AOUT 2024
Eh n° 15 du
PLU
1507 -

Mme BOURRELY Sylvie (nu propriétaire)

325 rue Cros de Boyer

83140 Six-Fours les plages

DIRECTION GÉNÉRALE
DES SERVICES TECHNIQUES
Arrivée le 09 AOUT 2024
N° 1934

Six-Fours les plages, le 5 aout 2024

Monsieur le maire de la commune de Six-Fours les plages,

Cher Monsieur,

Nous sommes propriétaires d'une parcelle cadastrée CA 287, sise

325 rue Cros de Boyer, 83140 Six-Fours les plages.

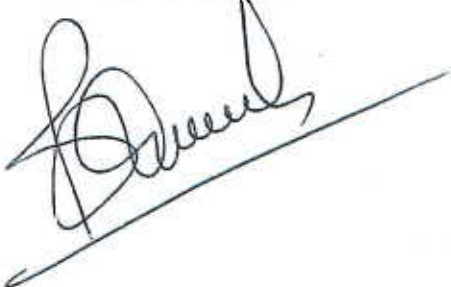
Cette parcelle est concernée par l'alignement ER n°15 du PLU pour création d'une voie
de 8 mètres et 6 mètres, de la rue Cros de Boyer à la RD N°63.

Aussi, en application des articles L230-1 et suivants du Code de l'urbanisme, et L123-17
du même code et faisant exercice de notre droit de délaissement, nous vous adressons la
présente mise en demeure d'avoir à acquérir l'emplacement réservé grévant notre parcelle,
que vous voudrez bien transmettre au destinataire compétent. /

Dans l'attente, recevez nos sincères salutations,

Sylvie Bourrely

Assunta Bourrely



Toulon le 28.08.2024

Jean-Pierre GIRAN
Président de la Métropole
Toulon Provence Méditerranée

à

Madame Sylvie BOURRELY
325, rue Cros de Boyer
83140 SIX-FOURS-LES-PLAGES

Direction Générale des Services
Valérie PAECHT
Directeur Général des Services
Direction Générale Adjointe des Services
Finances et Moyens
Claude WEISSE
Directeur Général Adjoint des Services

Affaire suivie par :
Direction de l'Immobilier et du Foncier
Service Action Foncière
Julie GRONDIN
Mail jgrondin@metropletpm.fr
Téléphone : 04.94.34.94.39

LRAR n°1A 204 493 3980 6

N/Réf: JPG/VP/CW/CH/JG 2024 n°660

V/Réf : votre courrier du 05 août 2024

OBJET : Mise en demeure d'acquérir – Emplacement Réservé n°15 du Plan Local d'Urbanisme de la commune de Six-Fours-les-Plages.

Madame,

Par courrier reçu en Mairie de Six-Fours-les-Plages le 07 août 2024, vous nous avez adressé une mise en demeure d'acquérir les deux parties de la parcelle sise à Six-Fours-les-Plages 325 rue Cros de Boyer cadastrée section CA n° 287 d'une superficie totale de 95 m² dont vous êtes nu-propriétaire et Madame Assunta BOURRELY l'usufruitière, grevée par l'Emplacement Réservé n°15 du PLU destiné à la création d'une voie de 8 mètres et 6 mètres de l'avenue du Cros de Boyer à la D63.

Je vous confirme la volonté de la Métropole Toulon Provence Méditerranée, qui depuis le 1^{er} janvier 2018 a la compétence création, aménagement et entretien de la voirie et qui agit en lieu et place des communes membres, de réaliser cette opération et d'acquérir les terrains nécessaires à sa mise en œuvre.

Compte tenu des éléments en ma possession, à savoir une estimation du prix au m² par le commissaire du gouvernement d'un bien situé dans la même zone urbanistique, je suis en mesure de vous proposer d'acquérir ces deux parties de terrain issues de la parcelle cadastrée section CA n°287 d'une superficie totale de 95 m² au prix de trente-neuf mille trois cent trente euros (39 330€).

Le Service des Affaires Foncières reste à votre disposition pour tout renseignement complémentaire,

Je vous prie de croire, Madame, à l'assurance de mes sentiments les meilleurs.



Pour le Président,
Par délégation,

Valérie PAECHT
Directeur Général des Services
Toulon Provence Méditerranée

Toulon le 28.08.2024

Jean-Pierre GIRAN
Président de la Métropole
Toulon Provence Méditerranée

à

Madame Assunta BOURRELY
262, rue Carredon
83140 SIX-FOURS-LES-PLAGES

Direction Générale des Services
Valérie PAECHT
Directeur Général des Services

*Direction Générale Adjointe des Services
Finances et Moyens*
Claude WEISSE
Directeur Général Adjoint des Services
Affaire suivie par :
Direction de l'Immobilier et du Foncier
Service Action Foncière
Julie GRONDIN
Mail jgrondin@metropoletpm.fr
Téléphone : 04.94.34.94.39
LRAR n°1A 204 493 3981 3

N/Réf: JPG/VP/CW/CH/JG 2024 n°661

V/Réf : votre courrier du 05 août 2024

OBJET : Mise en demeure d'acquérir – Emplacement Réservé n°15 du Plan Local d'Urbanisme de la commune de Six-Fours-les-Plages.

Madame,

Par courrier reçu en Mairie de Six-Fours-les-Plages le 07 août 2024, vous nous avez adressé une mise en demeure d'acquérir les deux parties de la parcelle sise à Six-Fours-les-Plages 325 rue Cros de Boyer cadastrée section CA n° 287 d'une superficie totale de 95 m² dont vous êtes usufruitière et Madame Sylvie BOURRELY la nue-propriétaire, grevée par l'Emplacement Réservé n°15 du PLU destiné à la création d'une voie de 8 mètres et 6 mètres de l'avenue du Cros de Boyer à la D63.

Je vous confirme la volonté de la Métropole Toulon Provence Méditerranée, qui depuis le 1^{er} janvier 2018 a la compétence création, aménagement et entretien de la voirie et qui agit en lieu et place des communes membres, de réaliser cette opération et d'acquérir les terrains nécessaires à sa mise en œuvre.

Compte tenu des éléments en ma possession, à savoir une estimation du prix au m² par le commissaire du gouvernement d'un bien situé dans la même zone urbanistique, je suis en mesure de vous proposer d'acquérir ces deux parties de terrain issues de la parcelle cadastrée section CA n°287 d'une superficie totale de 95 m² au prix de trente-neuf mille trois cent trente euros (39 330€).

Le Service des Affaires Foncières reste à votre disposition pour tout renseignement complémentaire,

Je vous prie de croire, Madame, à l'assurance de mes sentiments les meilleurs.



Pour le Président,
Par délégation,

Valérie PAECHT
Directeur Général des Services
Métropole Toulon Provence Méditerranée

Direction Générale des Finances Publiques

Le 10/10/2024

Direction départementale des Finances publiques Du
Var

Pôle d'évaluation domaniale de

Le Directeur départemental des Finances
publiques du Var

Place Besagne CS 91409
83056 TOULON CEDEX

téléphone : 04.94.03.81.35
mél. : ddfip83.pole-evaluation@dgfip.finances.gouv.fr

POUR NOUS JOINDRE

Affaire suivie par : François ROUSSEAU

téléphone : 04.94.03.81.15
courriel : francois.rousseau@dgfip.finances.gouv.fr

METROPOLE TOULON-PROVENCE-
MEDITERRANEE

Réf DS: 19818891

Réf OSE : 2024-83129-65629

AVIS DU DOMAINE SUR LA VALEUR VÉNALE

*La charte de l'évaluation du Domaine, élaborée avec l'Association des Maires de France, est disponible
sur le site collectivites-locales.gouv.fr*



Nature du bien :

Terrain

Adresse du bien :

325 Rue du Cros de Boyer 83140 Six-Fours-les-Plages

Indemnité :

16 091 € (des précisions sont apportées au paragraphe
« détermination de la valeur »)

1 - CONSULTANT

METROPOLE TOULON-PROVENCE-MEDITERRANEE

affaire suivie par : GRONDIN Julie

2 - DATES

de consultation :	09/09/2024
le cas échéant, du délai négocié avec le consultant pour émettre l'avis:	11/10/2024
le cas échéant, de visite de l'immeuble :	//
du dossier complet :	09/09/2024

3 - OPÉRATION IMMOBILIÈRE SOUMISE À L'AVIS DU DOMAINE

3.1. Nature de l'opération

Acquisition :	amiable <input type="checkbox"/> par voie de préemption <input checked="" type="checkbox"/> par voie d'expropriation <input type="checkbox"/>
---------------	---

3.2. Nature de la saisine

Réglementaire :	<input checked="" type="checkbox"/>
-----------------	-------------------------------------

3.3. Projet et prix envisagé

La Métropole T.P.M. a été mise en demeure par Mme BOURRELY d'acquérir, le 07/08/2024, au titre de l'article L.230-1 du code de l'urbanisme, le bien lui appartenant. Ce dernier est concerné par l'emplacement réservé n°15 inscrit au PLU de Six Fours les Plages prévoyant la création d'une voie de 8 mètres et 6 mètres de l'avenue du Cros de Boyer à la D63.

Prix envisagé : 39 330 €.

4 - DESCRIPTION DU BIEN

4.1. Situation générale

Six-Fours-les-Plages est une commune française située au bord de la Méditerranée, dans le département du Var, en région Provence-Alpes-Côte d'Azur.

Située à l'Ouest de Toulon, elle fait partie de la métropole Toulon Provence Méditerranée qui, avec ses 450 000 habitants, constitue la 3e métropole de la région.

Au départ simple hameau situé sur la colline de son fort, la commune voit sa population augmenter à partir des années 60. Elle constitue aujourd'hui la septième ville du département en population. Six Fours les Plages est à la fois une banlieue résidentielle de Toulon et une station balnéaire appréciée pour son patrimoine naturel et ses 19 km de côtes.

La commune bénéficie d'une bonne accessibilité (autoroute, gare, réseau de bus mistral), et de nombreux équipements publics (crèche, écoles, collèges et lycée).

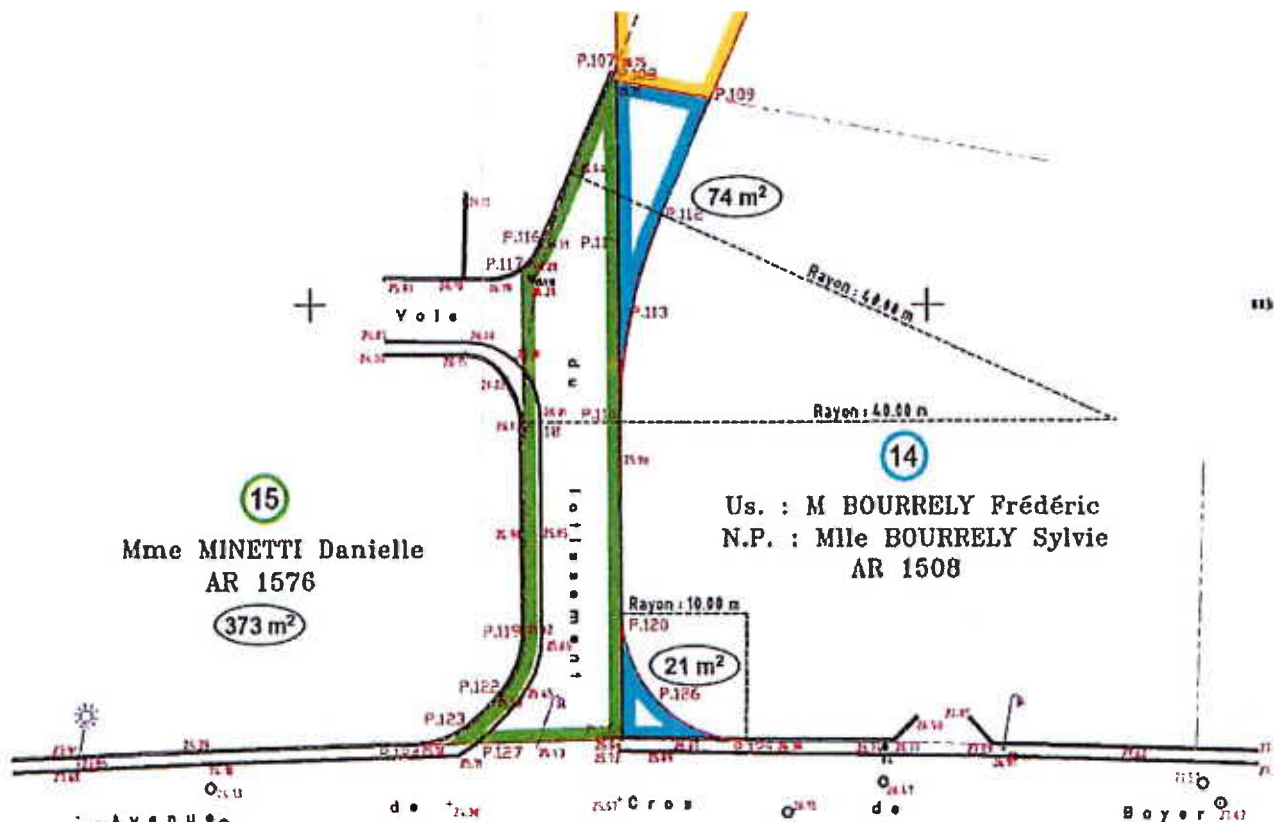
4.2. Situation particulière - environnement - accessibilité - voirie et réseau

Le bien est situé au Nord Ouest de la commune de Six Fours, au sein d'un secteur à vocation principale d'habitat et caractérisés par un habitat de type individuel ou sous forme de petits collectifs.

4.3. Références cadastrales

L'immeuble sous expertise figure au cadastre sous les références suivantes :

Commune	Parcelle	Adresse/Lieudit	Superficie	Emprise
Six Fours les Plages (129)	CA 287	RUE DU CROS DE BOYER	22 48	95





4.4. Descriptif

La parcelle cadastrée section CA n°287 est grevée de l'emplacement réservé n°15 destiné à la création d'une voie de 8 mètres et 6 mètres de l'avenue du Cros de Boyer à la D63.

Les emprises, d'une surface totale de 95 m², sont situées sur la partie sud de la parcelle. Elles sont en nature de terrain d'agrément boisé clos par la clôture de la propriété.

Situées dans la partie non aedificandi de la parcelle, il s'agit d'emprises inconstructibles en zone constructible.

Sous toutes réserves, bien non visité.

4.5. Surfaces du bâti

Néant sur l'emprise.

5 – SITUATION JURIDIQUE

5.1. Propriété de l'immeuble

Madamae Sylvie BOURRELY (nue-propriétaire) et Madame Assunta BOURRELY (usufruitière)

5.2. Conditions d'occupation

Libre

6 - URBANISME

6.1.Règles actuelles

PLU de la commune de Six Fours les Plages

Zone UE : La zone UE correspond aux secteurs à vocation principale d'habitat et caractérisés par un habitat de type individuel ou sous forme de petits collectifs

Le sous-secteur UEp correspondant à des secteurs bâtis d'intérêt paysager, aux abords des collines Tante Victoire et du Fort de Six-Fours, ainsi qu'au niveau de la Villa Cécile, du Brusac et du secteur « Le Grand Rayolet / Les Hauts Cros ».

Desserte réseaux :	Tous réseaux
Caractéristique des terrains :	Non réglementé (UE 5)
Superficie minimale :	Non réglementé
Emprise au sol :	30 % (UE 9)
Implantation :	Alignement et limites séparatives Par rapport aux voies UE 6 (5 m), Par rapport aux limites séparatives UE 7 (jamais inférieur à 5 m)
Hauteur :	6 mètres (R+1)
Stationnement :	UE 12
Espaces verts :	UE 13 => cas général de 30 % d l'UF

6.2.Date de référence et règles applicables

Dernière procédure approuvée le 14/02/2023

7 - MÉTHODE(S) D'ÉVALUATION MISE(S) EN ŒUVRE

Méthode de la comparaison directe, laquelle consiste à fixer la valeur vénale ou locative à partir de l'étude objective des mutations de biens similaires ou se rapprochant le plus possible de l'immeuble à évaluer sur le marché immobilier local. Au cas particulier, cette méthode est utilisée, car il existe un marché immobilier local avec des biens comparables à celui du bien à évaluer.

8 - MÉTHODE COMPARATIVE

8.1. Études de marché

8.1.1.Sources internes à la DGFIP et critères de recherche – Termes de comparaison

Étude 1 : Terrain inconstructible en zone constructible / Terrain d'agrément Six Fours les Plages

TC	Ref. enregistrement	Ref. Cadastres	Adresse	Date mutation	Surface terrain (m²)	Prix total	Prix/m²	Groupe
1	8304P04 2023P07599	129//CH/301//	RUE D ESTEVE BAS	20/03/2023	29	7 000	241	UI / Jardin
2	8304P04 2021P18553	129//AX/1465//	CHE DU RAYOLET	26/07/2021	102	10 000	98	UE / Cession entre propriétaires riverains / TAB inconstructible en zone constructible / Nature voie d'accès fermée ou terrain d'agrément
3	8304P04 2022P31420	129//AY/2720//	625 RUE DE TALIAN	02/12/2022	248	32000	129	Terrain d'agrément
4	8304P04 2023P05079	129//BD/964//	PIED MARTIN	13/02/2023	500	50000	100	Terrain d'agrément
5	8304P04 2022P01594	129//DC/398//	AV DE LA MER	05/01/2022	37	5365	145	Ucc / Fine parcelle de terre
Moyenne					183,20	20 873,00	143	
Médiane					102,00	10 000,00	129	

8.1.2. Autres sources externes à la DGFIP

Jugement rendu sur la parcelle riveraine CA 286 pour 414€/m².

8.2. Analyse et arbitrage du service – Termes de référence et valeur retenue

Il s'agit d'emprises situées dans la partie non aedificandi de la parcelle CA 287 et non porteuses de réels droit à bâtir.

Au contraire du jugement rendu pour l'emprise parcelle CA 286 porteuse de droit à bâtir, nous ne considérerons pas ces terrains comme des TAB mais comme des terrains inconstructibles en zone constructible.

Il sera retenu la valeur moyenne de notre étude 1 arrondie à 150€/m².

Superficie m²	Prix au m²	Montant
95	145,00	13 775,00

→ Concernant l'indemnité principale :

Celle-ci correspond à la valeur vénale, arbitrée à **13 775 €**

→ Concernant l'indemnité de remploi :

barème usuel utilisé par les juridictions de l'expropriation

Nature de l'immeuble	Indemnité principale / d'éviction	Mode de calcul	Indemnité de remploi	Total de l'indemnité de dépossession
Immeubles bâtis et non bâtis (libre)	13 775 €	20 % pour la fraction de l'indemnité principale inférieure ou égale à 5 000 €	2 316 €	16 091 €
		15 % pour la fraction comprise entre 5 001 € et 15 000 €		
		10 % pour le surplus		

La clôture semble être impactée : indemnité à prévoir sur Devis.

Le montant de l'indemnité de dépossession est arrêté à :

- Indemnité principale : 13 775 €
- Indemnité de remploi : 2 316 €

Soit un montant global d'indemnisation de : **16 091 €**

La clôture semble être impactée : indemnité à prévoir sur Devis.

9 - DÉTERMINATION DE LA VALEUR VÉNALE – MARGE D'APPRÉCIATION

La valeur vénale du bien est arbitrée à **13775 €**.

L'indemnité de remploi : **2316 €**

Soit un montant global d'indemnisation de : **16 091 €**

10 - DURÉE DE VALIDITÉ

Cet avis est valable pour une durée de 12 mois.

Une nouvelle consultation du pôle d'évaluation domaniale serait nécessaire si l'accord* des parties sur la chose et le prix (article 1583 du Code Civil) n'intervenait pas ou si l'opération n'était pas réalisée dans ce délai.

**pour les collectivités territoriales et leurs groupements, la décision du conseil municipal ou communautaire de permettre l'opération équivaut à la réalisation juridique de celle-ci, dans la mesure où l'accord sur le prix et la chose est créateur de droits, même si sa réalisation effective intervient ultérieurement.*

En revanche, si cet accord intervient durant la durée de validité de l'avis, même en cas de signature de l'acte authentique chez le notaire après celle-ci, il est inutile de demander une prorogation du présent avis.

Une nouvelle consultation du pôle d'évaluation domaniale serait également nécessaire si les règles d'urbanisme, notamment celles de constructibilité, ou les conditions du projet étaient appelées à changer au cours de la période de validité du présent avis.

Aucun avis rectificatif ne peut, en effet, être délivré par l'administration pour prendre en compte une modification de ces dernières.

11 - OBSERVATIONS

L'évaluation est réalisée sur la base des éléments communiqués par le consultant et en possession du service à la date du présent avis.

Les inexactitudes ou insuffisances éventuelles des renseignements fournis au pôle d'évaluation domaniale sont susceptibles d'avoir un fort impact sur le montant de l'évaluation réalisée, qui ne peut alors être reproché au service par le consultant.

Il n'est pas tenu compte des surcoûts éventuels liés à la recherche d'archéologie préventive, de présence d'amiante, de termites et des risques liés au saturnisme, de plomb ou de pollution des sols.

12 - COMMUNICATION DU PRÉSENT AVIS À DES TIERS ET RESPECT DES RÈGLES DU SECRET PROFESSIONNEL

Les avis du Domaine sont communicables aux tiers dans le respect des règles relatives à l'accès aux documents administratifs (loi du 17 juillet 1978) sous réserve du respect du secret des affaires et des règles régissant la protection des données personnelles.

Certaines des informations fondant la présente évaluation sont couvertes par le secret professionnel.

Ainsi, en cas de demande régulière de communication du présent avis formulée par un tiers ou bien de souhait de votre part de communication de celui-ci auprès du public, il vous appartient d'occulter préalablement les données concernées.

Pour le Directeur et par délégation,
L'Évaluateur



François ROUSSEAU
Inspecteur des Finances publiques



DEPARTEMENT DU VAR
COMMUNE DE SIX-FOURS-LES-PLAGES
Unité n° 1 "Carnetier"
Section : 01 - Numéro : 001

Division de la propriété des
Consorts BOURRELY

PLAN DE DIVISION FONCIERE

Echelle: 1/200

Lot	Superficie	Contenance	Superficie totale
1	10.000	10.000	10.000
2	10.000	10.000	10.000
3	10.000	10.000	10.000
4	10.000	10.000	10.000
5	10.000	10.000	10.000
6	10.000	10.000	10.000
7	10.000	10.000	10.000
8	10.000	10.000	10.000
9	10.000	10.000	10.000
10	10.000	10.000	10.000

PROJET	CHASSE 1/4/2007
PROJET	2007/0001
PROJET	2007/0001
PROJET	2007/0001
PROJET	2007/0001
PROJET	2007/0001
PROJET	2007/0001
PROJET	2007/0001
PROJET	2007/0001
PROJET	2007/0001

ARRAGON

Geomatics & Surveying
11 rue de la République - 83100 La Seyne-sur-Mer
Tél : 04 94 12 12 12



Toulon le 17 JAN. 2025

Jean-Pierre GIRAN
Président de la Métropole
Toulon Provence Méditerranée

à

Madame Assunta BOURRELY
262, rue Carredon
83140 SIX-FOURS-LES-PLAGES

Direction Générale des Services
Valérie PAECHT
Directeur Général des Services
Direction Générale Adjointe des Services
Finances et Moyens
Claude WEISSE
Directeur Général Adjoint des Services

Affaire suivie par :
Direction de l'Immobilier et du Foncier
Service Action Foncière
Julie GRONDIN
Mail jgrondin@metropoletpm.fr
Téléphone : 04.94.34.94.39

LRAR n°1A 206 014 6473 5

N/Réf: JPG/VP/CW/CH/MM/JG 2025_130

OBJET : Mise en demeure d'acquérir – Emplacement Réservé n°15 du Plan Local d'Urbanisme de la commune de Six-Fours-les-Plages. Acceptation de la proposition.

PJ : 1

Madame,

Je reviens vers vous dans le cadre de l'affaire citée en objet et suite au courriel de Madame Sylvie BOURRELY le 14 décembre 2024 transmis au service Action Foncière de la Direction de l'Immobilier et du Foncier de la Métropole Toulon Provence Méditerranée dans lequel elle demande la réactualisation du montant de l'indemnité, suite à la modification de la superficie des terrains à acquérir à savoir 97 m² au lieu de 95 m² initialement prévu, et de la prise en charge de la clôture.

Je vous informe que la Métropole Toulon Provence Méditerranée accepte d'acquérir les deux parties de terrain issues de la parcelle cadastrée section CA n°287 d'une superficie totale de 97 m² au prix de quarante mille cent cinquante-huit euros (40 158€) et prend en charge l'édification de la clôture SUD de votre propriété.

Afin de pouvoir avancer sur le dossier, le service Action Foncière reste dans l'attente de la validation du plan (ci-joint).

Le Service des Affaires Foncières reste à votre disposition pour tout renseignement complémentaire,

Je vous prie de croire, Madame, à l'assurance de mes sentiments les meilleurs.



Pour le Président,
Par délégation,

Claude WEISSE
Directeur Général Adjoint des Services
Métropole Toulon Provence Méditerranée

Toulon le 17 JAN. 2025

Jean-Pierre GIRAN
Président de la Métropole
Toulon Provence Méditerranée

à

Madame Sylvie BOURRELY
325, rue Cros de Boyer
83140 SIX-FOURS-LES-PLAGES

Direction Générale des Services
Valérie PAECHT
Directeur Général des Services
Direction Générale Adjointe des Services
Finances et Moyens
Claude WEISSE
Directeur Général Adjoint des Services

Affaire suivie par :
Direction de l'Immobilier et du Foncier
Service Action Foncière
Julie GRONDIN
Mail jgrondin@metropoletpm.fr
Téléphone : 04.94.34.94.39

LRAR n°1A 206 014 6474 2

N/Réf: JPG/VP/CW/CH/MM/JG 2025_131

OBJET : Mise en demeure d'acquérir – Emplacement Réservé n°15 du Plan Local d'Urbanisme de la commune de Six-Fours-les-Plages. Acceptation de la proposition.

PJ : 1

Madame,

Je reviens vers vous dans le cadre de l'affaire citée en objet et suite à votre courriel du 14 décembre 2024 transmis au service Action Foncière de la Direction de l'Immobilier et du Foncier de la Métropole Toulon Provence Méditerranée dans lequel vous demandez la réactualisation du montant de l'indemnité, suite à la modification de la superficie des terrains à acquérir à savoir 97 m² au lieu de 95 m² initialement prévu, et de la prise en charge de la clôture.

Je vous informe que la Métropole Toulon Provence Méditerranée accepte d'acquérir les deux parties de terrain issues de la parcelle cadastrée section CA n°287 d'une superficie totale de 97 m² au prix de quarante mille cent cinquante-huit euros (40 158€) et prend en charge l'édification de la clôture SUD de votre propriété.

Afin de pouvoir avancer sur le dossier, le service Action Foncière reste dans l'attente de la validation du plan (ci-joint).

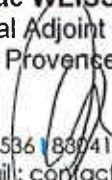
Le Service des Affaires Foncières reste à votre disposition pour tout renseignement complémentaire,

Je vous prie de croire, Madame, à l'assurance de mes sentiments les meilleurs.



Pour le Président,
Par délégation,

Claude WEISSE
Directeur Général Adjoint des Services
Métropole Toulon Provence Méditerranée



Mme BOURRELY Assunta

262 rue Carredon

83140 Six-Fours

Six-Fours, le 22 Janvier 2025

Mme BOURRELY Sylvie

325 rue Cros de Boyer

83140 Six-Fours

Réf dossier:JPG/VP/CW/CH/MM/JG2025_131

Objet: mise en demeure d'acquérir- emplacement réservé N°15 du PLU de Six-Fours les plages.

Madame, Monsieur,

suite à la réception de votre courrier R/AR daté du 17 Janvier 2025 , nous vous confirmons valider le plan de division foncière joint à celui-ci ainsi que votre proposition financière pour l'acquisition des terrains d'une superficie totale de 97m2, pour un montant de quarante mille cent cinquante huit euros (40158 euros) et l'édification de la cloture sud de notre propriété.

Nous vous adressons copie de notre courriel en R/AR.

Veuillez recevoir, Madame, Monsieur, nos sincères salutations.

PJ: plan de division foncière validé, courrier joint à celui-ci.



Bourrely

Commune :
SIX FOURS LES PLAGES (129)

Numéro d'ordre du document
d'arpentage : 87988
Document vérifié et numéroté le 03/03/2025
ATOULON
Par **Bernard LAMURE**
GEOMETRE
Signé

SDIF DU VAR - TOULON
171 avenue de Vert Coteau
CS 20127

83071 TOULON CEDEX
Téléphone : 04 94 03 95 01

sdif.var-toulon@dgif.finances.gouv.fr

DIRECTION GENERALE DES FINANCES PUBLIQUES

EXTRAIT DU PLAN CADASTRAL

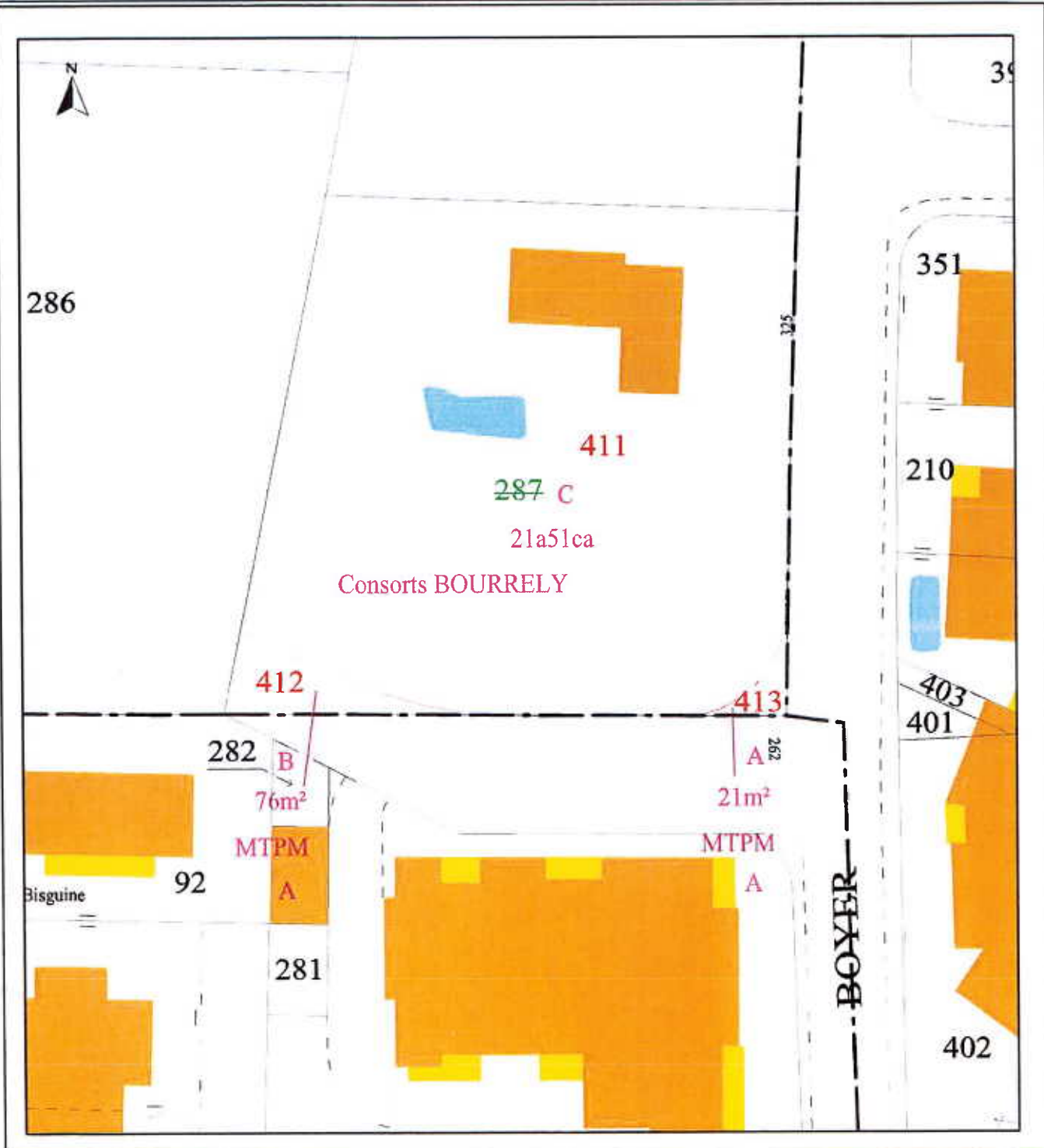
CERTIFICATION
(Art. 25 du décret n° 55-471 du 30 avril 1955)
Le présent document d'arpentage, certifié par les propriétaires soussignés (3)
a été établi (1) :
A - D'après les indications qu'ils ont fournies au bureau ;
B - En conformité d'un piquetage : _____ effectué sur le terrain ;
C - D'après un plan d'arpentage ou de bornage, dont copie ci-jointe, dressé
le _____ par _____ géomètre à
Les propriétaires déclarent avoir pris connaissance des informations portées
au dos de la mise 8463.
_____ , le _____

(1) Rayer les mentions inutiles. La formule A n'est applicable que dans le cas d'une mesure (plan renouvelé par voie de mise à jour). Dans la formule B, les propriétaires peuvent avoir effectué eux-mêmes le piquetage.
(2) Qualité de la personne agréée (géomètre expert, inspecteur, géomètre ou technicien retraité du cadastre, etc.).
(3) Préciser les noms et qualités du signataire s'il est différent du propriétaire (mandataire, avocat, représentant qualifié de l'autorité appropriée, etc.).

Section : CA
Feuille(s) :
Qualité du plan : P4

Echelle d'origine : 1/1000
Echelle d'édition : 1/500
Date de l'édition : 03/03/2025
Support numérique : _____

D'après le document d'arpentage
dressé
CABINET ABRAGON
Par **BOURRAS Patrice** (2)
Géomètre Expert
Réf. : **04/960-4**
Tél. : **04 93 23 25**
Lettre de mission départementale 97
Quartier La Raumouze | 83210 SOLLIES-VILLE
BOURRAS Patrice



101621902 : VENTE BOURRELY/TPM

VR/BM/

L'AN DEUX MILLE VINGT-CINQ,

LE

A LE BEAUSSET (VAR), « Résidence du Parc », Boulevard du 11 novembre 1918, B.P. 8, au siège de l'Office Notarial, ci-après nommé,

Maitre Vancia RELAVE, Notaire Associé de la Société d'Exercice Libéral à Responsabilité Limitée « Vancia RELAVE et Virginie HALTER, notaires associés », titulaire d'un Office Notarial à LE BEAUSSET, « Résidence du Parc », Boulevard du 11 novembre 1918, soussignée, identifié sous le numéro CRPCEN 83048,

A RECU LA PRESENTE VENTE à la requête des parties ci-après identifiées.

Cet acte comprend deux parties pour répondre aux exigences de la publicité foncière, néanmoins l'ensemble de l'acte et de ses annexes forme un contrat indissociable et unique.

La première partie dite "partie normalisée" constitue le document hypothécaire normalisé et contient toutes les énonciations nécessaires tant à la publication au fichier immobilier qu'à la détermination de l'assiette et au contrôle du calcul de tous impôts, droits et taxes.

La seconde partie dite "partie développée" comporte des informations, dispositions et conventions sans incidence sur le fichier immobilier.

PARTIE NORMALISEE

IDENTIFICATION DES PARTIES

- VENDEUR -

Madame Assunta Adriana BOSCA, retraitée, demeurant à SIX-FOURS-LES-PLAGES (83140) 262 rue Carredon.

Née à VESIME (ITALIE), le 15 août 1933.

Veuve de Monsieur Frédéric Roger BOURRELY et non remariée.

Non liée par un pacte civil de solidarité.

De nationalité française.

Résidente au sens de la réglementation fiscale.

Madame Sylvie Véronique **BOURRELY**, masseur-kinésithérapeute,
demeurant à SIX-FOURS-LES-PLAGES (83140) 325 rue Cros de Boyer.
Née à TOULON (83000) le 1er février 1967.
Célibataire.
Non liée par un pacte civil de solidarité.
De nationalité française.
Résidente au sens de la réglementation fiscale.

- ACQUEREUR -

La **METROPOLE TOULON-PROVENCE-MEDITERRANEE**, Etablissement Public de Coopération Intercommunale, dont le siège est à TOULON (83000), 107 boulevard Henri Fabre Hôtel de la Métropole, identifiée au SIREN sous le numéro 248300543 et immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de TOULON.

QUOTITES VENDUES

Madame Assunta **BOURRELY** vend l'usufruit.

Madame Sylvie **BOURRELY** vend la nue-propriété.

QUOTITES ACQUISES

La **METROPOLE TOULON-PROVENCE-MEDITERRANEE** acquiert la totalité en pleine propriété.

PRESENCE - REPRESENTATION

• Madame Assunta BOSCA est présente à l'acte.

• Madame Sylvie **BOURRELY** est présente à l'acte.

• La **METROPOLE TOULON-PROVENCE-MEDITERRANEE** est représentée à l'acte par Madame Valérie PAECHT, habilité à l'effet des présentes en vertu d'une délégation de pouvoirs consentie par Monsieur Jean-Pierre GIRAN, Président de la **METROPOLE TOULON-PROVENCE-MEDITERRANEE** aux termes d'un arrêté n°23/49 affiché à l'Hôtel de la Métropole le 11 mai 2023 et notifié à Monsieur le Préfet du Var le 11 mai 2023, ledit arrêté ayant fait l'objet d'un arrêté rectificatif n°24/3 affiché à l'Hôtel de la Métropole le 7 février 2024 et notifié à Monsieur le Préfet du Var le 07 février 2024.

Le représentant de la Métropole déclare que ledit arrêté n'a fait l'objet d'aucun recours auprès du Tribunal Administratif.

Monsieur Jean-Pierre GIRAN, Maire de HYERES (VAR) et Président de la **METROPOLE TOULON-PROVENCE-MEDITERRANEE**, lui-même spécialement autorisé à réaliser la présente opération aux termes des délibérations du Conseil Métropolitain n°23/05/075 du 4 mai 2023 et n°23/05/078 du 4 mai 2023 et d'une décision motivée du Bureau Métropolitain ci-après visée.

DECLARATIONS SUR LA CAPACITE

Le **VENDEUR** déclare avoir la pleine capacité pour contracter aux présentes, n'étant soumis ni susceptible d'être soumis à aucune mesure pouvant porter atteinte à celle-ci.

En outre, il déclare que les mentions le concernant relatées ci-dessus sont exactes et complètes.

De son côté, le représentant de l'**ACQUEREUR** déclare avoir pleine capacité pour contracter selon les termes et conditions des présentes ainsi qu'il en a justifié au notaire soussigné par la production des pièces sus-indiquées, et atteste de l'inscription de la dépense engagée au budget de la Métropole.

DOCUMENTS RELATIFS A LA CAPACITE ET A LA QUALITE DES PARTIES

Les pièces suivantes ont été produites à l'appui des déclarations du **VENDEUR** sur sa capacité :

Concernant Madame Assunta BOSCA

- Extrait d'acte de naissance.
- Carte nationale d'identité.
- Compte rendu de l'interrogation du site bodacc.fr.

Concernant Madame Sylvie BOURRELY

- Extrait d'acte de naissance.
- Carte nationale d'identité.
- Compte rendu de l'interrogation du site bodacc.fr.

Ces documents ne révèlent aucun empêchement à la signature des présentes.

DECISION DU BUREAU METROPOLITAIN

Le représentant de la Métropole est spécialement autorisé à réaliser la présente opération aux termes d'une décision motivée de son bureau métropolitain n° ++++++ en date du visée par la le ou télétransmise à la le, dont une ampliation est annexée.

Il déclare :

- que la décision a été publiée dans la huitaine sous forme d'affichage d'extraits du compte-rendu de la séance ainsi que sur le site internet de la Métropole, tel que l'article L 2121-25 du Code général des collectivités territoriales le prévoit,
- que le délai de deux mois prévu par l'article L 2131-6 du Code général des collectivités territoriales s'est écoulé sans qu'il y ait eu notification d'un recours devant le tribunal administratif pour acte contraire à la légalité.

TERMINOLOGIE

Le vocable employé au présent acte est le suivant :

- Le mot "**VENDEUR**" désigne le ou les vendeurs, présents ou représentés. En cas de pluralité de vendeurs, ils contracteront les obligations mises à leur charge aux termes des présentes solidairement entre eux, sans que cette solidarité soit nécessairement rappelée à chaque fois.
- Le mot "**ACQUEREUR**" désigne la **METROPOLE TOULON-PROVENCE MEDITERRANEE**.
- Les mots "**LES PARTIES**" désignent ensemble le **VENDEUR** et l'**ACQUEREUR**.
- Les mots "**BIEN**" ou "**BIENS**" ou "**IMMEUBLE**" désigneront indifféremment les biens de nature immobilière objet des présentes.
- Les mots "**biens mobiliers**" ou "**meublier**", désigneront indifféremment, s'il en existe, les meubles et objets mobiliers se trouvant dans le ou les biens de nature immobilière et transmis avec ceux-ci.
- Le mot "**annexe**" désigne tout document annexé. Les annexes forment un tout indissociable avec l'acte. Il est précisé que les pièces mentionnées comme étant annexées sont des copies numérisées.

CECI EXPOSE, il est passé à la vente objet des présentes.

NATURE ET QUOTITE DES DROITS IMMOBILIERS

Le VENDEUR vend pour sa totalité en pleine propriété à l'ACQUEREUR, qui accepte, le BIEN dont la désignation suit.

IDENTIFICATION DU BIEN

Immeuble article un

DESIGNATION

A SIX-FOURS-LES-PLAGES (VAR) 83140 325 Rue Cros de Boyer,
Une parcelle de terrain nu.

Figurant ainsi au cadastre :

Section	N°	Lieudit	Surface
CA	412	325 RUE CROS DE BOYER	00 ha 00 a 76 ca

Immeuble article deux

DESIGNATION

A SIX-FOURS-LES-PLAGES (VAR) 83140 325 Rue Cros de Boyer,
Une parcelle de terrain nu.

Figurant ainsi au cadastre :

Section	N°	Lieudit	Surface
CA	413	325 RUE CROS DE BOYER	00 ha 00 a 21 ca

Un extrait de plan cadastral est annexé.

Division cadastrale

Les parcelles, sises sur la commune de SIX-FOURS-LES-PLAGES (83140), originellement cadastrée section CA numéro 287 lieudit 325 RUE CROS DE BOYER pour une contenance de vingt-deux ares quarante-huit centiares (00ha 22a 48ca) a fait l'objet d'une division en plusieurs parcelles de moindre importance. De cette division sont issues les parcelles suivantes.

- La parcelle vendue cadastrée section CA numéro 412 désignée sous le terme lot B, teinte orange au plan annexé.
- La parcelle vendue cadastrée section CA numéro 413 désignée sous le terme lot A, teinte verte au plan annexé.
- Le VENDEUR conserve la propriété de :
 - La parcelle désormais cadastrée section CA numéro 411 lieudit 325 RUE CROS DE BOYER pour une contenance de vingt et un ares cinquante et un centiares (00ha 21a 51ca), désigné sous le terme lot C teinte violette.

Cette division résulte d'un document modificatif du parcellaire dressé par Monsieur Patrice BOURRAS géomètre expert à SOLLIES-VILLE (83210), le 3 mars 2025 sous le numéro 8798B.

Une copie numérisée de ce document est annexée.

Ce document est annexé à l'extrait cadastral modèle 1, délivré par le service du cadastre, dont le notaire soussigné requiert la publication de l'ensemble des divisions parcellaires relatées sur l'extrait de plan, y compris celles éventuellement non visées par l'opération immobilière objet des présentes, auprès du service de la publicité foncière compétent, simultanément aux présentes.

CONCORDANCES CADASTRALES

Etant ici précisé que la parcelle cadastrée section CA numéro 287 était anciennement cadastrée section AR numéro 1508, tel que cela résulte d'un procès-verbal du cadastre en date du 24 juillet 2003, publié au Service de la publicité foncière de TOULON, le 1^{er} août 2003 volume 2003P numéro 7407.

Ladite parcelle cadastrée section AR numéro 1508 provenant elle-même de la division d'une parcelle de plus grande importance cadastrée section AR numéro 1505, tel qu'il résulte d'un acte reçu par Maître IVALDI, lors notaire à SANARY SUR MER (Var), le 16 avril 1992, publié au service de la publicité foncière de TOULON le 2 juin 1992 volume 1992P numéro 4514.

Ladite parcelle AR 1508 provenant de la réunion des parcelles cadastrées section AR numéros 1503 et 1504, par suite d'un procès-verbal du cadastre n°4914 en date du 29 novembre 1991 publié au service de la publicité foncière de TOULON le 2 décembre 1991 volume 1991P numéro 10618.

ACCES AU BIEN

Le VENDEUR déclare que l'accès au BIEN vendu s'effectue depuis la rue Cros de Boyer.

L'ACQUEREUR atteste avoir pu vérifier les modalités d'accès.

ABSENCE DE MEUBLES ET OBJETS MOBILIERS

Les parties déclarent que la vente ne comprend ni meubles ni objets mobiliers.

EFFET RELATIF

Tous les immeubles ont la même origine ci-après relatée.

Donation-partage en nue-propriété suivant acte reçu par Maître Jean IVALDI notaire à SANARY-SUR-MER le 16 avril 1992, publié au service de la publicité foncière de TOULON le 2 juin 1992, volume 1992P, numéro 4514.

Précision étant ici faite que par suite du décès de Monsieur Frédéric BOURRELY, donateur, survenu à SIX-FOURS-LES-PLAGES (83140) le 16 novembre 2007 et la réversion d'usufruit prévu à l'acte de donation-partage, Madame Assunta BOURRELY, venderesse aux présentes, s'est trouvée titulaire de l'usufruit en second sur le bien objet des présentes.

CHARGES ET CONDITIONS LIEES AU CALCUL DE L'IMPOT

Les charges et conditions ne donnant pas lieu à taxation figurent en partie développée de l'acte.

Les frais de la vente et ceux qui en seront la suite et la conséquence sont à la charge exclusive de l'ACQUEREUR qui s'y oblige.

PROPRIETE JOUISSANCE

L'ACQUEREUR est propriétaire du BIEN à compter de ce jour.

Il en a la jouissance à compter du même jour par la prise de possession réelle, les parties déclarant que le BIEN est entièrement libre de location ou occupation et encombrements quelconques.

PRIX

La vente est conclue moyennant le prix de QUARANTE MILLE CENT CINQUANTE-HUIT EUROS (40.158,00 EUR),

Le paiement de ce prix aura lieu de la manière indiquée ci-après.

PAIEMENT DU PRIX - MODALITES

Le paiement doit intervenir, conformément aux dispositions de l'annexe I de l'article D 1617-19, premier alinéa, du Code général des collectivités territoriales portant établissement des pièces justificatives des paiements des communes, départements, régions et établissements publics locaux.

Toutefois, le **VENDEUR**, conformément aux dispositions de l'article L 2241-3 du Code général des collectivités territoriales, requiert l'**ACQUEREUR** de faire effectuer le paiement du prix entre les mains du notaire soussigné, qui accepte, à charge par celui-ci, s'il y a lieu, de procéder sous sa responsabilité à la purge de tous privilèges, hypothèques ou saisies pouvant grever l'immeuble.

Le comptable public étant déchargé de toute responsabilité par ce mode de paiement, l'**ACQUEREUR** s'oblige à faire émettre le mandat administratif nécessaire pour que celui-ci ait lieu entre les mains du notaire soussigné dans les plus brefs délais.

A cet effet, le notaire remettra à l'**ACQUEREUR**, qui devra en faire communication au comptable public, avec copie de la délibération autorisant la vente :

- une copie simple des présentes avec les annexes sans mention d'inscription au fichier immobilier,
- le décompte des sommes dues par l'**ACQUEREUR**,
- un certificat par lequel il atteste, sous sa responsabilité, qu'il n'existe pas, à sa connaissance, de vente ou de promesse de vente antérieure.

Le règlement ainsi effectué libérera entièrement l'**ACQUEREUR**.

En raison de ce que la remise des fonds sera ainsi effectuée au notaire soussigné, la présentation au comptable public d'un état des inscriptions hypothécaires délivré sur formalités ne sera pas nécessaire.

FORMALITE FUSIONNEE

L'acte sera soumis à la formalité fusionnée, dans le mois de sa date, au service de la publicité foncière de TOULON.

DECLARATIONS FISCALES

IMPOT SUR LA PLUS-VALUE

En ce qui concerne Madame Assunta BOURRELY :

L'immeuble est entré dans le patrimoine du **VENDEUR** :

Donation-partage suivant acte reçu par Maître Jean IVALDI, notaire à SANARY-SUR-MER le 16 avril 1992 pour une valeur de trois cent cinquante mille francs (350.000,00 frs).

Cet acte a été publié au service de la publicité foncière de TOULON, le 2 juin 1992 volume 1992P, numéro 4514.

Précision étant ici faite que par suite du décès de Monsieur Frédéric BOURRELY, donateur, survenu à SIX-FOURS-LES-PLAGES (83140) le 16 novembre 2007 et la réversion d'usufruit prévu à l'acte de donation-partage, Madame Assunta BOURRELY, venderesse aux présentes, s'est trouvée titulaire de l'usufruit en second sur le bin objet des présentes.

Régime des plus-values immobilières en vertu des articles 150 U à 150 VG du Code général des impôts

L'impôt sur la plus-value exigible doit être déclaré et acquitté auprès du service de la publicité foncière compétent lors du dépôt de la réquisition pour publier le présent acte.

Le **VENDEUR** donne dès à présent pouvoir au notaire à l'effet de prélever sur le disponible du prix le montant exigible de l'impôt sur la plus-value déterminé sur l'imprimé 2048-IMM-SD pour le verser au trésor public.

Il reconnaît en outre avoir été averti par le notaire des différents cas d'exonération en la matière et des conditions pour en bénéficier.

Par dérogation de ce qui précède et en application des dispositions de l'article 150 VG III du Code général des impôts, le **VENDEUR** déclare que la plus-value ne pourra être acquittée et déposée au service de l'enregistrement dont dépend son domicile ou son siège que lorsque le prix sera versé par l'**ACQUEREUR** pris en sa qualité de collectivité telle que mentionnée au 1^{er} du II dudit article.

En ce qui concerne Madame Sylvie BOURRELY :

L'immeuble est entré dans le patrimoine du **VENDEUR** :

Donation partage suivant acte reçu par Maître Jean IVALDI, notaire à SANARY-SUR-MER le 16 avril 1992 pour une valeur de TROIS CENT CINQUANTE MILLE FRANCS (350.000,00 FRS).

Cet acte a été publié au service de la publicité foncière de TOULON, le 2 juin 1992 volume 1992P, numéro 4514.

Exonération de l'impôt sur les plus-values immobilières en vertu de l'article 150 VC I du Code général des impôts.

Cet immeuble bénéficie de l'exonération de l'impôt sur les plus-values compte tenu de sa durée de détention dans le patrimoine du **VENDEUR** et du mode de calcul fixé par l'article 150 VC I du Code général des impôts.

DOMICILE FISCAL

Pour le contrôle de l'impôt, le **VENDEUR** déclare être effectivement domicilié à l'adresse susvisée, et s'engage à signaler au centre tout changement d'adresse.

Quant au centre des finances publiques du **VENDEUR** :

Madame Assunta BOURRELY dépend actuellement du centre des finances publiques de LA SEYNE SUR MER - 76 allée de Paris - 83500 LA SEYNE SUR MER.

Madame Sylvie BOURRELY dépend actuellement du centre des finances publiques de LA SEYNE SUR MER - 76 allée de Paris - 83500 LA SEYNE SUR MER.

OBLIGATION DECLARATIVE

Le montant net imposable de la plus-value immobilière visée aux articles 150 U à 150 UD du Code général des impôts doit être porté dans la déclaration de revenus numéro 2042.

Tout manquement à cette obligation déclarative donne lieu à l'application d'une amende égale à 5 % des sommes non déclarées, sans que l'amende encourue puisse être inférieure à 150 euros ni supérieure à 1.500 euros.

TAXE SUR LA CESSION DE TERRAIN DEVENU CONSTRUCTIBLE

Taxe prévue par l'article 1529 du Code général des impôts

Le terrain étant classé en zone constructible depuis plus de dix-huit ans ainsi qu'il résulte des documents d'urbanisme, la taxe sur la cession de terrain devenu

constructible n'est pas exigible conformément aux dispositions de l'article 1529 II b du Code général des impôts.

Taxe prévue par l'article 1605 nonies du Code général des impôts

Article 1605 nonies III du Code général des impôts

Le terrain étant classé en zone constructible depuis plus de dix-huit ans ainsi qu'il résulte des documents d'urbanisme, la taxe prévue par l'article 1605 nonies du Code général des impôts n'est pas exigible.

DISPENSE D'AVIS DE L'AUTORITE COMPETENTE DE L'ETAT

Les présentes n'ont pas à être précédées de l'avis de l'autorité compétente prévu par l'article L 1211-1 du Code général de la propriété des personnes publiques comme étant d'un montant inférieur au seuil fixé par l'autorité compétente de l'Etat dans la mesure où la vente ne s'inscrit pas dans une opération d'ensemble d'un montant égal ou supérieur à ce seuil.

Le seuil actuel est de 180.000 euros, tel que fixé par l'arrêté du 5 décembre 2016 au visa de l'article L 1311-10 du Code général des collectivités territoriales.

IMPOT SUR LA MUTATION

La vente est exonérée de taxe de publicité foncière en vertu des dispositions de l'article 1042 du Code général des impôts.

L'assiette des droits est de QUARANTE MILLE CENT CINQUANTE-HUIT EUROS (40.158,00 EUR).

DROITS

				<u>Mt à payer</u>
Taxe départementale 40 158,00	x 0,00 %	=		0,00
Frais d'assiette 0,00	x 0,00 %	=		0,00
TOTAL				0,00

CONTRIBUTION DE SECURITE IMMOBILIERE

En fonction des dispositions de l'acte à publier au fichier immobilier, la contribution de sécurité immobilière représentant la taxe au profit de l'Etat telle que fixée par l'article 879 du Code général des impôts s'élève à la somme :

Type de contribution	Assiette	Taux	Montant
Contribution proportionnelle minimale	40.158,00	0,10%	15 euros

FIN DE PARTIE NORMALISEE

PARTIE DEVELOPPEE

EXPOSE

La vente concerne un **BIEN** classé en emplacement réservé au plan local d'urbanisme pour l'élargissement d'une voie communale suivant la compétence qui a été déléguée à la METROPOLE TOULON-PROVENCE-MEDITERRANEE aux termes du décret n° 2017-1758 du 26 décembre 2017 portant création de la métropole dénommée « Toulon-Provence-Méditerranée ».

CONDITIONS ET DECLARATIONS GENERALES

GARANTIE CONTRE LE RISQUE D'EVICION

Le **VENDEUR** garantit l'**ACQUEREUR** contre le risque d'éviction conformément aux dispositions de l'article 1626 du Code civil.

A ce sujet le **VENDEUR** déclare :

- qu'il n'existe à ce jour aucune action ou litige en cours pouvant porter atteinte au droit de propriété,
- que la consistance du **BIEN** n'a pas été modifiée de son fait par une annexion,
- qu'il n'a pas effectué de travaux de remblaiement, et qu'à sa connaissance il n'en a jamais été effectué,
- qu'il n'a conféré à personne d'autre que l'**ACQUEREUR** un droit quelconque sur le **BIEN** pouvant empêcher la vente,
- subroger l'**ACQUEREUR** dans tous ses droits et actions relatifs au **BIEN**.

GARANTIE DE JOUISSANCE

Le **VENDEUR** déclare qu'il n'a pas délivré de congé à un ancien locataire lui permettant d'exercer un droit de préemption.

GARANTIE HYPOTHECAIRE

Le **VENDEUR** s'oblige, s'il existe un ou plusieurs créanciers hypothécaires inscrits, à régler l'intégralité des sommes pouvant leur être encore dues, à rapporter à ses frais les certificats de radiation des inscriptions, et à en justifier auprès de l'**ACQUEREUR**.

Un état hypothécaire obtenu à la date du dernier arrêté d'enregistrement, ne révèle aucune inscription ni prénotation.

Le **VENDEUR** déclare que la situation hypothécaire est identique à la date de ce jour et n'est susceptible d'aucun changement.

SERVITUDES

L'**ACQUEREUR** profite ou supporte les servitudes ou les droits de jouissance spéciale, s'il en existe.

Le **VENDEUR** déclare :

- ne pas avoir créé ou laissé créer de servitude ou de droit de jouissance spéciale qui ne seraient pas relatés aux présentes,

- qu'à sa connaissance, il n'existe pas d'autres servitudes ou droits de jouissance spéciale que celles ou ceux résultant, le cas échéant, de l'acte, de la situation naturelle et environnementale des lieux et de l'urbanisme,
- ne pas avoir connaissance de faits ou actes tels qu'ils seraient de nature à remettre en cause l'exercice de servitude relatée aux présentes.

ETAT DU BIEN

L'ACQUEREUR prend le BIEN dans l'état où il se trouve au jour de l'entrée en jouissance, sans recours contre le VENDEUR pour quelque cause que ce soit notamment en raison :

- des vices apparents,
- des vices cachés.

S'agissant des vices cachés, il est précisé que cette exonération de garantie ne s'applique pas :

- si le VENDEUR a la qualité de professionnel de l'immobilier ou de la construction, sauf si l'ACQUEREUR a également cette qualité,
- ou s'il est prouvé par l'ACQUEREUR, dans le délai légal, que les vices cachés étaient en réalité connus du VENDEUR.

Toutefois, le VENDEUR est avisé que, s'agissant des travaux qu'il a pu exécuter par lui-même, la jurisprudence tend à écarter toute efficacité de la clause d'exonération de garantie des vices cachés.

En cas de présence de déchets, le propriétaire du BIEN devra supporter le coût de leur élimination, qu'ils soient les siens ou ceux de producteurs ou de détenteurs maintenant inconnus ou disparus.

Le propriétaire simple détenteur de déchet ne peut s'exonérer de cette obligation que s'il prouve qu'il est étranger à l'abandon des déchets et qu'il n'a pas permis ou facilité cet abandon par un tiers par complaisance ou négligence.

Le Code de l'environnement, en son article L 541-1-1, définit le déchet comme toute substance ou tout objet, ou plus généralement tout bien meuble, dont le détenteur se défait ou dont il a l'intention ou l'obligation de se défaire.

L'ACQUEREUR s'engage à réaliser la clôture Sud de séparation entre le bien acquis et le bien restant la propriété du VENDEUR.

CONTENANCE

Le VENDEUR ne confère aucune garantie de contenance du terrain.

IMPOTS ET TAXES

Le VENDEUR déclare être à jour des mises en recouvrement des impôts locaux.

Compte tenu du faible montant à répartir, les parties entendent dès à présent se dispenser de cette répartition, le VENDEUR conservant la charge de ces taxes pour l'année entière.

Avantage fiscal lié à un engagement de location

Le VENDEUR déclare ne pas souscrire actuellement à l'un des régimes fiscaux lui permettant de bénéficier de la déduction des amortissements en échange de l'obligation de louer à certaines conditions.

ASSURANCE

L'ACQUEREUR, tout en étant informé de l'obligation immédiate de souscription, ne continuera pas les polices d'assurance actuelles garantissant le BIEN et confère à cet effet mandat au VENDEUR, qui accepte, de résilier les contrats lorsqu'il avertira son assureur de la réalisation des présentes.

CONTRAT D'AFFICHAGE

Le VENDEUR déclare qu'il n'a pas été conclu de contrat d'affichage.

DISPOSITIONS RELATIVES A L'URBANISMEURBANISMEEnonciation des documents obtenusCertificat d'urbanisme d'information

Un certificat d'urbanisme d'information dont l'original est annexé a été délivré sous le numéro CU 083 129 24 00943, le 8 novembre 2024.

Le contenu de ce certificat dont le détail a été intégralement porté à la connaissance des parties, ce qu'elles reconnaissent, est le suivant :

- Les dispositions d'urbanisme applicables.
- Les servitudes d'utilité publique.
- Le droit de préemption.
- Le régime des taxes et participations d'urbanisme applicables au terrain.
- Les avis ou accords nécessaires.
- Les observations.

Les parties :

- S'obligent à faire leur affaire personnelle de l'exécution des charges et prescriptions et du respect des servitudes publiques et autres limitations administratives au droit de propriété qui sont mentionnées en ce document au caractère purement informatif et dont elles déclarent avoir pris connaissance.
- Reconnassent que le notaire soussigné leur a fourni tous éclaircissements complémentaires sur la portée, l'étendue et les effets de ces charges et prescriptions.
- Déclarent qu'elles n'ont jamais fait de l'obtention d'un certificat d'urbanisme pré-opérationnel et de la possibilité d'exécuter des travaux nécessitant l'obtention préalable d'un permis de construire une condition des présentes.

EMPLACEMENT RESERVE

Le certificat d'urbanisme révèle l'existence d'un emplacement réservé.

Le plan annexé précise la localisation de cet emplacement.

Cet emplacement a été constitué aux termes du plan local d'urbanisme pour création d'une voie de 8m et 6m de la Rue Cros de Boyer à la D63.

Toute construction est interdite à l'endroit de cet emplacement.

Le propriétaire peut mettre en demeure la collectivité ou le service public d'acquiescer cet emplacement.

La collectivité ou le service public qui fait l'objet de la mise en demeure doit se prononcer dans le délai d'un an à compter de la réception en mairie de la demande du propriétaire.

En cas d'accord amiable, le prix d'acquisition doit être payé au plus tard deux ans à compter de la réception en mairie de cette demande.

A défaut d'accord amiable à l'expiration du délai d'un an mentionné ci-dessus, le juge de l'expropriation, saisi soit par le propriétaire, soit par la collectivité ou le service public qui a fait l'objet de la mise en demeure, prononce le transfert de propriété et fixe le prix de l'immeuble. Ce prix, y compris l'indemnité de réemploi, est fixé et payé comme en matière d'expropriation.

La présente cession intervient en vue de la réalisation dudit élargissement.

DISPOSITIONS RELATIVES A LA PREEMPTION

DROIT DE PREEMPTION URBAIN

L'immeuble est situé dans le champ d'application territorial du droit de préemption urbain, la déclaration d'intention d'aliéner prescrite par l'article L 213-2 du Code de l'urbanisme a été notifiée à la mairie de la commune du lieu de situation de l'immeuble le

Une copie de cette déclaration d'intention d'aliéner en date du , ainsi que l'avis de réception portant la date du sont demeurés joints et annexés aux présentes.

Plus de deux mois s'étant écoulés depuis l'avis de réception de la déclaration d'intention d'aliéner sans que le bénéficiaire du droit de préemption ait fait connaître sa décision, son silence vaut renonciation à l'exercice du droit de préemption en application de l'article R213-7 du Code de l'urbanisme.

DIAGNOSTICS

DIAGNOSTICS ENVIRONNEMENTAUX

Etat des risques

Un état des risques en date du est annexé.

L'ACQUEREUR déclare que ledit état lui a été dès avant ce jour.

Celui-ci comportait notamment un extrait du document graphique situant le BIEN au regard du zonage réglementaire et l'extrait du règlement le concernant, ainsi qu'une information indiquant si des travaux ont été prescrits par ce règlement et s'ils ont été réalisés au regard de chacun des plans de prévention des risques visé du 1° au 4° de l'article R 125-23 du Code de l'environnement.

Absence de sinistres avec indemnisation

Le VENDEUR déclare qu'à sa connaissance l'immeuble n'a pas subi de sinistres ayant donné lieu au versement d'une indemnité en application de l'article L 125-2 ou de l'article L 128-2 du Code des assurances.

Obligations légales de débroussaillage (OLD)

Le titre III du livre 1^{er} de la partie législative du Code forestier impose une obligation légale de débroussaillage et de maintien en état débroussaillé à la charge du propriétaire, de l'occupant ou de l'exploitant de terrains situés à moins de 200 mètres des bois et des forêts.

Le débroussaillage consiste à réduire la densité végétale présente sur le terrain et à l'entretenir en l'état débroussaillé, afin de limiter le risque d'incendie, son intensité et sa propagation conformément à l'article L 131-10 du Code forestier. Cela peut passer par différents travaux tels que : l'élagage des arbres, la coupe de la végétation basse, des arbres morts, des branches des arbres afin qu'ils ne se touchent pas, la limitation de l'importance des haies et l'élimination des déchets.

A compter du 1^{er} janvier 2025, l'état des risques technologiques, miniers ou naturels prévisibles doit comprendre la fiche d'information sur les OLD disponible sur le site www.georisques.gouv.fr.

Si les intéressés n'exécutent pas les travaux prescrits, la commune y pourvoit d'office après mise en demeure du propriétaire et à la charge de celui-ci, nonobstant des astreintes. Ils encourent aussi l'amende prévue pour les contraventions de 5^{ème} classe.

Commenté [GenApi1]: LOI n° 2023-580 du 10 juillet 2023 visant à renforcer la prévention et la lutte contre l'intensification et l'extension du risque incendie.

Le BIEN, objet des présentes, n'est pas situé dans une des zones relatives à l'article L 134-6 du Code forestier, où s'appliquent les obligations de débroussaillage et de maintien en l'état débroussaillé.

L'ACQUEREUR déclare en être informé.

SITUATION ENVIRONNEMENTALE

CONSULTATION DE BASES DE DONNÉES ENVIRONNEMENTALES

Les bases de données suivantes ont été consultées :

- La base de données relative aux anciens sites industriels et activités de service (BASIAS).
- La base de données relative aux sites et sols pollués ou potentiellement pollués appelant une action des pouvoirs publics, à titre préventif ou curatif (BASOL).
- La base de données relative aux risques naturels et technologiques (Géorisques).
- La base de données des installations classées soumises à autorisation ou à enregistrement du ministère de l'Environnement, de l'énergie et de la mer.

Une copie numérisée de ces consultations est annexée.

ORIGINE DE PROPRIÉTÉ

Le BIEN appartient à Madame Sylvie BOURRELY, venderesse aux présentes, par suite de l'attribution qu'il lui en a été faite en nue-propriété, aux termes d'un acte de donation-partage, par :

Monsieur Frédéric BOURRELY époux de Madame Assunta Adriana BOSCA demeurant à SIX FOURS LES PLAGES (Var) 262 rue Carredon.

Né à SIX FOURS LES PLAGES (Var) le 8 juin 1934.

Marié sous le régime de la communauté de biens meubles et acquêts (ancienne communauté légale) à défaut de contrat de mariage préalable à son union célébrée à la mairie de SAINT MAXIMIN LA SAINTE BAUME (Var) le 14 décembre 1957.

Ledit régime non modifié.
De nationalité française.

Au profit de :

-Madame Brigitte Martine BOURRELY, sans profession, épouse de Monsieur Didier Guy Raphaël SCOTTO DI PERROTOLO demeurant à SIX FOURS LES PLAGES (Var) 214, rue Carredon.

Née à TOULON (Var) le 31 décembre 1959. Madame Héléne BOURRELY, susnommée.

Mariée sous le régime de la communauté légale de biens réduite aux acquêts à défaut de contrat préalable à son union célébrée à la mairie de SIX FOURS LES PLAGES (Var) le 25 avril 1981. Ce régime non modifié.

De nationalité française.

-Madame Hélène Béatrice BOURRELY, expert-comptable, demeurant à SANARY SUR MER (Var) 66 Impasse Bory Portissol, célibataire.

Née à TOULON (Var) le 20 janvier 1961.

De nationalité française.

Partenaire de James Jean Claude Gilbert BAECKLER, aux termes d'un pacte civil de solidarité reçu par Olivier TEUMA, notaire à TOULON, en date du 13 juin 2018, enregistré le 14 juin 2018.

-Madame Sylvie Véronique BOURRELY, vendeuse aux présentes.

-Madame Marilynne Valérie BOURRELY, collaboratrice comptable, demeurant à SIX FOURS LES PLAGES (Var) 365 Cros de Boyer, célibataire.

Née à TOULON (Var) le 13 janvier 1968.

De nationalité française.

Ses quatre enfants et seuls présomptifs héritiers.

Madame Sylvie BOURRELY s'est ainsi vue attribuée la nue-propriété de la parcelle cadastrée section CA numéro 287, susvisée, ladite parcelle ayant été évaluée à la somme de TROIS CENT CINQUANTE MILLE FRANCS (350.000,00 FRF) SOIT UNE CONTRE-VALEUR DE CINQUANTE-TROIS MILLE TROIS CENT CINQUANTE-SEPT EUROS ET SEIZE CENTIMES (53.357,16 EUR).

Aux termes de cet acte était prévu une réversion d'usufruit au profit du conjoint survivant.

Une copie authentique a été publiée au service de la publicité foncière de TOULON le 2 juin 1992, volume 1992P, numéro 4514.

Par suite du décès de Monsieur Frédéric BOURRELY, survenu à SIX FOURS LES PLAGES (Var), le 16 novembre 2007, et de la réversion d'usufruit ci-dessus énoncée, Madame Assunta BOSCA veuve BOURRELY, vendeuse aux présentes, s'est trouvée titulaire de l'usufruit second sur les biens objets des présentes.

Afin d'éviter le recours à l'intervention des héritiers réservataires de Madame Assunta BOSCA veuve BOURRELY, savoir Madame Brigitte BOURRELY, Madame Sylvie BOURRELY, Madame Marilynne BOURRELY, et Madame Hélène BOURRELY, susnommées, lorsque l'une d'entre elles souhaitera disposer de quelque manière que ce soit, des biens et droits immobiliers leur appartenant par suite de la donation susvisée, il a été régularisé un acte de renonciation réciproque aux dispositions de l'article 924-4 du code civil, d'autorisation réciproque d'aliéner des donataires, de renonciation au droit de retour légal de l'article 757-3 du code civil, reçu par Maître Valérie GHISOLFO, notaire à LA SEYNE-SUR-MER (83500) le 16 juin 2021.

NEGOCIATION DIRECTE ENTRE LES PARTIES

Les parties déclarent que les conventions ont été négociées directement entre elles, sans le concours ni la participation d'un intermédiaire.

Si cette déclaration se révélait erronée, les éventuels honoraires de cet intermédiaire seraient à la charge des auteurs de la déclaration inexacte.

CONCLUSION DU CONTRAT

Les parties déclarent que les dispositions de ce contrat ont été, en respect des règles impératives de l'article 1104 du Code civil, négociées de bonne foi. Elles affirment qu'il reflète l'équilibre voulu par chacune d'elles.

DEVOIR D'INFORMATION RECIPROQUE

En application de l'article 1112-1 du Code civil qui impose aux parties un devoir précontractuel d'information, qui ne saurait toutefois porter sur le prix, le

VENDEUR déclare avoir porté à la connaissance de l'**ACQUEREUR** l'ensemble des informations dont il dispose ayant un lien direct et nécessaire avec le contenu du présent contrat et dont l'importance pourrait être déterminante de son consentement.

Ce devoir s'applique à toute information sur les caractéristiques juridiques, matérielles et environnementales relatives au **BIEN**, ainsi qu'à son usage, dont il a personnellement connaissance par lui-même et par des tiers, sans que ces informations puissent être limitées dans le temps.

Le **VENDEUR** reconnaît être informé qu'un manquement à ce devoir serait sanctionné par la mise en œuvre de sa responsabilité, avec possibilité d'annulation du contrat s'il a vicié le consentement de l'**ACQUEREUR**.

Pareillement, l'**ACQUEREUR** déclare avoir rempli les mêmes engagements, tout manquement pouvant être sanctionné comme indiqué ci-dessus.

Le devoir d'information est donc réciproque.

En outre, conformément aux dispositions de l'article 1602 du Code civil, le **VENDEUR** est tenu d'expliquer clairement ce à quoi il s'oblige, tout pacte obscur ou ambigu s'interprétant contre lui.

Les **PARTIES** attestent que les informations déterminantes connues d'elles, données et reçues, sont rapportées aux présentes.

MEDIATION

Les parties sont informées qu'en cas de litige entre elles ou avec un tiers, elles pourront, préalablement à toute instance judiciaire, le soumettre à un médiateur qui sera désigné et missionné par le Centre de médiation notariale dont elles trouveront toutes les coordonnées et renseignements utiles sur le site : <https://www.mediation.notaires.fr>.

CONCILIATION CONVENTIONNELLE NOTARIALE

En cas de litige entre les parties, l'une d'elles pourra, préalablement à toute instance judiciaire, soumettre leur différend à un conciliateur désigné et missionné par le président de la chambre des notaires dont dépend le rédacteur de l'acte.

Le président de la chambre des notaires sera saisi sans forme ni frais.

Cette clause ne s'appliquera pas aux litiges ayant pour cause la défaillance du débiteur ou l'exigibilité d'une créance.

ELECTION DE DOMICILE

Les parties élisent domicile :

- en leur demeure ou siège respectif pour l'exécution des présentes et de leurs suites,
- en l'office notarial pour la publicité foncière, l'envoi des pièces et la correspondance s'y rapportant.

TITRES - CORRESPONDANCE ET RENVOI DES PIECES

Il ne sera remis aucun ancien titre de propriété à l'**ACQUEREUR** qui pourra se faire délivrer, à ses frais, ceux dont il pourrait avoir besoin, et sera subrogé dans tous les droits du **VENDEUR** à ce sujet.

En suite des présentes, la correspondance et le renvoi des pièces à l'**ACQUEREUR** devront s'effectuer à l'adresse indiquée en tête des présentes.

La correspondance auprès du **VENDEUR** s'effectuera à l'adresse indiquée en tête des présentes.

Chacune des parties s'oblige à communiquer au notaire tout changement de domicile ou siège et ce par lettre recommandée avec demande d'avis de réception.

POUVOIRS - PUBLICITE FONCIERE

Pour l'accomplissement des formalités de publicité foncière ou réparer une erreur matérielle telle que l'omission d'une pièce annexe dont le contenu est relaté aux présentes, les parties agissant dans un intérêt commun donnent tous pouvoirs nécessaires à tout notaire ou à tout collaborateur de l'office notarial dénommé en tête des présentes, à l'effet de faire dresser et signer tous actes complémentaires ou rectificatifs pour mettre le présent acte en concordance avec tous les documents hypothécaires, cadastraux ou d'état civil.

AFFIRMATION DE SINCERITE

Les parties affirment, sous les peines édictées par l'article 1837 du Code général des impôts, que le présent acte exprime l'intégralité du prix; elles reconnaissent avoir été informées par le notaire soussigné des peines encourues en cas d'inexactitude de cette affirmation.

Le notaire soussigné affirme qu'à sa connaissance le présent acte n'est modifié ni contredit par aucune contre-lettre contenant augmentation du prix.

DEMANDE DE RESTITUTION – AUTORISATION DE DESTRUCTION DES DOCUMENTS ET PIECES

Les originaux des documents et pièces remis par les parties au notaire leur seront restitués, si elles en font la demande expresse dans le délai d'un mois à compter des présentes.

A défaut, les parties autorisent l'office notarial à détruire ces documents et pièces, et notamment tout avant-contrat sous signature privée pouvant avoir été établi en vue de la conclusion du présent acte, considérant que celui-ci contient l'intégralité des conventions auxquelles elles ont entendu donner le caractère d'authenticité.

MENTION SUR LA PROTECTION DES DONNEES PERSONNELLES

L'Office notarial traite des données personnelles concernant les personnes mentionnées aux présentes, pour l'accomplissement des activités notariales, notamment de formalités d'actes.

Ce traitement est fondé sur le respect d'une obligation légale et l'exécution d'une mission relevant de l'exercice de l'autorité publique déléguée par l'Etat dont sont investis les notaires, officiers publics, conformément à l'ordonnance n° 45-2590 du 2 novembre 1945.

Ces données seront susceptibles d'être transférées aux destinataires suivants :

- les administrations ou partenaires légalement habilités tels que la Direction Générale des Finances Publiques, ou, le cas échéant, le livre foncier, les instances notariales, les organismes du notariat, les fichiers centraux de la profession notariale (Fichier Central Des Dernières Volontés, Minutier Central Electronique des Notaires, registre du PACS, etc.),
- les offices notariaux participant ou concourant à l'acte,
- les établissements financiers concernés,
- les organismes de conseils spécialisés pour la gestion des activités notariales,
- le Conseil supérieur du notariat ou son délégataire, pour la production des statistiques permettant l'évaluation des biens immobiliers, en application du décret n° 2013-803 du 3 septembre 2013,
- les organismes publics ou privés pour des opérations de vérification dans le cadre de la recherche de personnalités politiquement exposées ou ayant fait l'objet de gel des avoirs ou sanctions, de la lutte contre le blanchiment des capitaux et le financement du terrorisme. Ces vérifications font l'objet d'un

transfert de données dans un pays situé hors de l'Union Européenne et encadré par la signature de clauses contractuelles types de la Commission européenne, visant à assurer un niveau de protection des données substantiellement équivalent à celui garanti dans l'Union Européenne.

La communication de ces données à ces destinataires peut être indispensable pour l'accomplissement des activités notariales.

Les documents permettant d'établir, d'enregistrer et de publier les actes sont conservés 30 ans à compter de la réalisation de l'ensemble des formalités. L'acte authentique et ses annexes sont conservés 75 ans et 100 ans lorsque l'acte porte sur des personnes mineures ou majeures protégées. Les vérifications liées aux personnalités politiquement exposées, au blanchiment des capitaux et au financement du terrorisme sont conservées 5 ans après la fin de la relation d'affaires.

Conformément à la réglementation en vigueur relative à la protection des données personnelles, les personnes peuvent demander l'accès aux données les concernant. Le cas échéant, elles peuvent demander la rectification ou l'effacement de celles-ci, obtenir la limitation du traitement de ces données ou s'y opposer pour des raisons tenant à leur situation particulière. Elles peuvent également définir des directives relatives à la conservation, à l'effacement et à la communication de leurs données personnelles après leur décès.

L'Office notarial a désigné un Délégué à la protection des données que les personnes peuvent contacter à l'adresse suivante : cil@notaires.fr.

Si les personnes estiment, après avoir contacté l'Office notarial, que leurs droits ne sont pas respectés, elles peuvent introduire une réclamation auprès d'une autorité européenne de contrôle, la Commission Nationale de l'Informatique et des Libertés pour la France.

CERTIFICATION D'IDENTITE

Le notaire soussigné certifie que l'identité complète des parties dénommées dans le présent document telle qu'elle est indiquée en tête des présentes à la suite de leur nom ou dénomination lui a été régulièrement justifiée.

FORMALISME LIE AUX ANNEXES

Les annexes, s'il en existe, font partie intégrante de la minute.

Lorsque l'acte est établi sur support papier, les pièces annexées à l'acte sont revêtues d'une mention constatant cette annexe et signée du notaire, sauf si les feuilles de l'acte et des annexes sont réunies par un procédé empêchant toute substitution ou addition.

Si l'acte est établi sur support électronique, la signature du notaire en fin d'acte vaut également pour ses annexes.

DONT ACTE sans renvoi

Généré en l'office notarial et visualisé sur support électronique aux lieu, jour, mois et an indiqués en en-tête du présent acte.

Et lecture faite, les parties ont certifié exactes les déclarations les concernant, avant d'apposer leur signature manuscrite sur tablette numérique.

Le notaire, qui a recueilli l'image de leur signature, a lui-même apposé sa signature manuscrite, puis signé l'acte au moyen d'un procédé de signature électronique qualifié.

